

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail VI sur la gouvernance économique
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 17 juillet 2002

Résultats des travaux

1. Ouverture de la séance par la présidence

Le président a annoncé l'ordre du jour et a fait référence au projet d'éléments de conclusions diffusé après la précédente réunion. Il était prévu que ce projet soit examiné par le groupe une fois menées à bien les discussions sur toutes les parties du mandat.

2. Examen des questions soulevées au point 11 du mandat du groupe (CONV 76/02)

Les interventions des membres du groupe ont confirmé qu'il ne fallait pas modifier l'actuelle répartition des compétences entre les différentes institutions dans le domaine de la politique économique et monétaire. En ce qui concerne la question de la responsabilité, certains membres du groupe ont jugé les arrangements actuels suffisants et ne souhaitent donc pas y voir apporter de changements, faisant observer qu'une application rigoureuse des règles donnerait confiance dans l'euro.

D'autres membres du groupe ont fait des propositions spécifiques pour remédier à ce qu'ils considèrent comme un déficit de responsabilité tant dans la coordination des politiques économiques que dans la politique monétaire. Parmi les suggestions concernant la politique économique, on notera l'idée de renforcer la légitimité démocratique en donnant au Parlement européen un rôle accru dans la préparation des GOPE et dans le processus de coordination ouverte. Pour ce qui est de la politique monétaire, le groupe a été d'accord pour estimer qu'il ne fallait pas prendre de mesures susceptibles d'affecter l'indépendance de la Banque centrale européenne, mais certains de ses membres ont suggéré qu'il serait possible d'assurer une responsabilisation accrue de cette dernière en renforçant le dispositif relatif aux rapports à soumettre au Parlement européen et/ou en donnant à celui-ci un plus grand rôle dans la désignation des membres du Conseil de la BCE et/ou en rendant obligatoire la publication des procès-verbaux de la BCE.

Le président a noté en conclusion que le groupe n'était pas pour des changements fondamentaux dans la répartition actuelle des compétences entre les différentes institutions dans le domaine de la politique économique et monétaire. Il a noté que la majorité des membres du groupe souhaitaient que, dans le but de renforcer la légitimité démocratique des GOPE, un rôle accru soit donné au Parlement européen dans la préparation du processus de coordination ouverte et tout au long de ce processus. Concernant la Banque centrale européenne, il a noté que le groupe était d'accord pour estimer qu'il ne fallait pas prendre de mesures susceptibles d'en affecter l'indépendance, mais qu'il n'était pas parvenu à dégager un consensus sur la manière de remédier à ce que certains de ses membres considèrent comme un manque de légitimité démocratique dans le fonctionnement de la BCE.

3. Examen des questions soulevées au point 12 du mandat du groupe

Sur la question du futur statut de l'Eurogroupe, certains membres ont proposé que ce dernier soit officialisé afin de le doter d'une pleine compétence de décision et d'accroître sa transparence. D'autres ont estimé qu'il était important de préserver son caractère informel et que rien ne s'opposait vraiment à ce que l'on se fonde sur les arrangements existants, à savoir que le traité prévoit déjà que certaines décisions sont prises au sein du Conseil ECOFIN, mais seulement par les pays participants. Plusieurs membres du groupe ont suggéré qu'il fallait

suivre cette question à la lumière de l'élargissement. Le président a noté que la majorité des membres du groupe estiment que l'Eurogroupe ne doit pas être officialisé, mais qu'il convient de suivre la question à la lumière de l'élargissement.

4. Examen des questions soulevées au point 13 du mandat du groupe

À propos de la représentation extérieure de l'euro, certains membres du groupe ont estimé que l'on devait s'en tenir au statu quo. D'autres, pour lesquels les arrangements actuels ne sont pas satisfaisants, ont suggéré de charger la Commission de la représentation extérieure ou d'étendre le rôle actuel du président de l'Eurogroupe et du président de la BCE. Le président a tiré les conclusions suivantes: le groupe estime que des efforts doivent être faits pour rendre la représentation extérieure de la zone euro plus efficace; cependant, une partie de ses membres souhaitent que l'on se fonde sur les arrangements existants alors que d'autres voudraient que l'on charge la Commission de ce rôle.

5. Mise à jour des propositions d'auditions

Le groupe est convenu qu'une partie des réunions du 29 août et du 13 septembre 2002 serait consacrée à des auditions. Le président invitera les experts suivants :

M. Pedro SOLBES MIRA, M. Wim DUISENBERG, M. Jacques DELORS,
M. Johnny AKERHOLM, Mme Anna DIAMANTOPOLOU et
Mme Maria João RODRIGUES.

6. Examen préliminaire des conclusions générales du Groupe de travail

Le groupe a commencé à examiner les éléments des conclusions qui pourraient être rédigées sur la base des travaux menés par le groupe lors de ses réunions des 20 et 24 juin 2002.

7. Ordre du jour de la prochaine réunion

Le président a distribué un tableau sur lequel figurent les dispositions des traités ayant un rapport avec les éléments des conclusions et a invité les membres du groupe de travail à s'en servir pour décider si et comment certaines conclusions du groupe devaient conduire à des modifications des traités et/ou figurer dans un traité fondamental. Le président a proposé que, lors de sa réunion du 29 août, le groupe se penche sur les derniers éléments des conclusions concernant les questions déjà examinées et entende des experts.
